

## **RIALTO MEMO, VG du BUREAU ... : les petits soldats du contrôle fiscal en ont assez !**

**Les acteurs du contrôle fiscal externe, vérificateurs et agents des PCE et des BCR, demandent depuis moult années** des améliorations pour leur permettre de travailler correctement et sereinement:

- *harmonisation du nombre d'opérations rendues, (12 par exemple comme dans certaines directions), et de la manière de les comptabiliser;*
- *soutien technique et moral sans faille de leur hiérarchie;*
- *mise à disposition des outils informatiques modernes comme l'accès à Internet sur chaque poste;*
- *reconnaissance réelle de l'expertise et de l'engagement de celles et ceux qui sont en première ligne,*
- *protection face aux redevables malhonnêtes et/ou hostiles;*
- *amélioration des conditions pratiques de travail, dont la revalorisation des frais de déplacement.*

En «réponse» à ces demandes légitimes, Bercy propose, impose plutôt, (note de déploiement passée en douce le 22/07/2016) .....un logiciel.....Memo !!!

Mémo est pour M. Parent une «affaire importante»! Et nos paies, nos conditions de travail? Son but officiel est d'être «un élément majeur de modernisation et d'efficacité du contrôle fiscal».....

Tous ceux qui ont participé au stage de formation ont pu constater le côté «majeur» de la chose.

En effet, après avoir rempli, (ou pas...), moult paragraphes et sous-paragraphes que personne ne lira, après avoir attendu les visas du chef de service, nous aurons la joie d'éditer un rapport de vérification dont tout le monde se moque comme de sa première mise en demeure en simple... Et ce n'est qu'un début.

Pour une application qui se présente comme un outil de travail, mieux comme une aide, la seule base qui aurait pu être utile aux vérificateurs débutants, dans l'exercice de leur métier, à savoir les fiches METHODO, (accessibles jusqu'à présent, sans attendre l'arrivée de Rialto-Mémo), n'a même pas été actualisée dans ce dernier. De plus force est de constater que la DVNI n'utilise pas RIALTO MEMO.

Des milliers d'agents et des centaines de chefs de service vont donc jouer les dactylos au lieu de faire du CFE....

Bercy a dépensé une petite fortune pour développer cet «outil»; le résultat visible a tout du gaspillage de deniers publics. L'inutilité réelle de MEMO est en effet patente; il suffisait d'ajouter deux fenêtres à ALPAGE et de supprimer Rialto pour avoir un ensemble complet et sans doublon. Mais, ne nous arrêtons pas aux apparences, au côté gadget inutile.

Cette nouveauté doit certainement son existence à la «vision stratégique» de notre Ministère en matière de CFE, en excluant toutefois les ESFP et le CSP, qui, rappelons-le s'effectuent au bureau.

**MEMO sort en effet en même temps que diverses annonces pour le moins inquiétantes en ce domaine :**

- **création d'une VG du bureau «dématérialisée» et «moins intrusive» , (sans commentaire..).**

**Oubliée la fausse facturation en recrudescence et surtout ignoré le fait qu'un bon fraudeur se donnera une apparence d'honnêteté en présentant des FEC (fichier des écritures comptables) sans faille!**

- création d'une VP avant remboursement de crédit de TVA, qui se ferait sur place mais dont le caractère novateur échappe à tout le monde, attendons les détails,
- suppression de la règle historique qui voulait qu'une BDV soit dirigée par un inspecteur principal,
- rattachement de BDV et de BCR aux DIRCOFI, ( CFE à deux vitesses)
- pilotage du CSP des pôles ICE par les DIRCOFI,

- Et, **LE SUMMUM**, le remède à notre incompétence notoire: **LE BILAN QUINQUENAL DE COMPETENCE**, réalisé par un Comité de Directeurs et autres experts **ultra-pointus** !!! Et là, grâce à Mémo ces «Managers» auront alors des centaines de chiffres, de dates et autres d'indicateurs sur lesquels nous interroger !

Face à ces manipulations managériales dont les buts évidents sont de nous pressurer et de masquer le recul de notre mission, rappelons encore et toujours les trois impératifs qui guident réellement nos Ministres et autres DG :

- réaliser les 50 000 «opérations de contrôle fiscal»,

- **et** supprimer des emplois dans la sphère du CFE. Sortons la calculette: pourquoi pas 25 VP (vérifications ponctuelles) par vérificateur comme nouvelle norme?

- **et** rendre le CFE moins intrusif, moins coûteux en temps et en argent pour les malheureux entrepreneurs/actionnaires.

Pour notre organisation, Rialto-MEMO entre dans ce triangle d'or en visant une normalisation, une industrialisation et, in fine, un appauvrissement du CFE ; tout ceci tant pour les agents, méprisés, que pour la mission, dégradée, et ce, au plus grand bénéfice des fraudeurs.

**Ne nous y trompons pas: son caractère chronophage, infantilisant et déshumanisant n'est donc pas une erreur de conception.**

Pour Force Ouvrière , les métiers du CFE ressortent de l'artisanat de haut niveau et doivent être reconnus pour leur complexité et leur difficulté; ils doivent donc être reconnus comme tels et soutenus par toute la hiérarchie.

MEMO tend à détruire insidieusement nos capacités et nos compétences; il va dégrader encore nos conditions de travail.

Et, c'est le plus important, à long terme, cet outil et ses petits frères, vont réduire, appauvrir considérablement la mission de contrôle fiscal qui est la nôtre.

**Nous refusons toutes ces «politiques» dont un des credo basiques est d'affaiblir le contrôle fiscal et ainsi creuser les inégalités devant l'impôt.**

**Force Ouvrière vous appelle donc toutes et tous, solidairement, à refuser ce pseudo-outil.**

**A défaut de boycott, Force Ouvrière restera très vigilant et dénoncera toute dérive dans l'emploi de MEMO .**



Section locale **FORCE OUVRIERE** des Bouches-du-Rhône

**FO** - DRFiP 13 16 rue Borde

Tél : 04 91 17 92 04 / 05 Mèl : [www.fo-dgfip-sd.fr/013](http://www.fo-dgfip-sd.fr/013)